



*Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO*  
*46, rue des petites écuries 75010 PARIS*

---

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

## **Des fonctionnaires et agents publics toujours insuffisamment protégés !**

La conférence téléphonique hebdomadaire sur la situation liée au COVID-19 s'est tenue pour la 3<sup>ème</sup> fois ce jour avec le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Olivier Dussopt.

Pour FO Fonction publique, nous sommes loin des propos tenus par le Président de la République le 13 mars dernier *"Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite, sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe"*, *"Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché"*, . Le Président estimait nécessaire *"des décisions de rupture"* pour *"reprendre le contrôle"* sur *"notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner"* et *"notre cadre de vie"*.

A l'appui de cet engagement présidentiel, nous avons contesté l'agenda social proposé par le Secrétaire d'Etat qui, dès la mi-mai, voudrait reprendre en intégralité les thèmes précédents la crise et discuter des textes d'application et des ordonnances de la Loi de transformation de la Fonction publique. Ce serait donc cela la signification de « stopper les réformes ».

Pas de bilan de la crise, pas de discussion de fond, comme le réclame FO, sur l'avenir des services publics et de la Fonction publique. Même notre demande de relance de l'instance dite Conseil National des Services Publics, pour discuter sereinement de l'avenir des missions publiques, de leur organisation et des besoins humains et matériels, est restée sans réponse.

Quant à la santé et sécurité au travail : ***pas de réponse à nos questions***

Toujours pas de dépistage obligatoire des agents travaillant sur site pour des missions dites essentielles. Ainsi sans le savoir, notamment s'ils sont asymptomatiques, ils peuvent contaminer leurs collègues, familles, etc.

Concernant les besoins en matériel de protection, pas de chiffre. Quant à la validité des masques de protection, nous avons demandé confirmation de l'annonce de la Ministre du Travail indiquant que les masques dont la durée de péremption ne dépassait pas 2 ans étaient utilisables, s'appliquait aussi aux fonctionnaires et agents publics. ***Réponse : je me renseigne....***

Alors que la France est entrée en stade 3 de l'épidémie le 14 mars dernier, le confinement déclaré le 17 mars et que le chiffre insoutenable de plus de 10 000 décès liés au COVID-19 a été dépassé, le Gouvernement, par la voix du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, quasiment un mois plus tard, ne peut toujours ni garantir à chaque agent le bénéfice des moyens de protections adaptés et suffisants, ni s'engager dans le dépistage systématique des agents présents sur leur lieu de travail.

**Pour FO Fonction publique, cela n'est pas acceptable !** La priorité absolue reste la santé et la sécurité au travail de tous les agents, qui chaque jour, risquent leur vie, celles de leurs collègues et de leurs familles.

Chaque agent doit immédiatement pouvoir bénéficier de masques efficaces, gants, gel hydroalcoolique et d'un dépistage obligatoire. Et cela quel que soit le coût !

Paris, le 09 avril 2020.